IMT Nuremberg Archives

H – 4940

International Court of Justice

H4940 – 0002

OFFICE OF CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES

EVIDENCE DIVISION

Date: 26.8.46

I certify that Document Number 735-PS was introduced into evidence as Exhibit Number RF-1452 in the Trial by the International Tribunal of Hermann GOERING, et al, which commenced on 20 November 1945, and that the attached photostat is a true and correct copy of the original.

Fred Niebergall

FRED NIEBERGALL
Chief, Document Control Branch

DCB-36 (102447)

H4940 - 0003

C E R T I F I C A T E

I hereby certify that the annexed document 735-PS No. RF-1452 is a photostat of an original document submitted in evidence by the ~~United States~~ French Prosecution under this number. The original document has been withdrawn in accordance with Rule 10 of the International Military Tribunal, and to the best of my knowledge and belief is to be held at the National Archives, Washington D.C. .

Nürnberg, 20.8.48

Paul Joosten

PAUL A. JOOSTEN

General Secretary
International Military
Tribunal

H4940 - 0004

Le document 735 P.S. a été déposé le 9 Janvier 1946

par le Ministère Public Britannique sous le

n° G.B. 151

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

-:-:-:-:-:-:-:-:-

H4940 – 0005

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation Française
au Ministère Public
Réquisitoire Individuel

DOCUMENT : N° I.452

DOCUMENT 735 PS.

NOTE DE WARLIMONT
(lynchage)

Document déposé par le Ministère Public Britannique
le 9 JANVIER 1946 sous le numéro

G.B. 151

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUERNBERG, GERMANY
RE Exhibit 145-3
Filed 2/7/46

H4940 – 0006

PB

L'Adjoint du Chef de
l'Etat-Major de la
Wehrmacht
N° 771793/44 gK Chefs

Quartier général du Führer,
le 6/6/1944
Document secret de Commando

3 exemplaires
1 exemplaire

Objet : Traitement des aviateurs terroristes ennemis.

Note de conférence

1.) L'Obergruppenführer Kaltenbrunner a communiqué dans l'après midi du 6/6 au remplaçant du Chef de l'Etat major d'armée à Klessheim qu'une conférence réunissant le Maréchal du Reich, le Ministre des Affaires Etrangères et le Reichsführer SS, avait traité la question il y a peu de temps.
L'accord a été réalisé sur le fait, que uniquement des attaques avec les armes de bord, se dirigeant directement contre la population civile et leur propriétés constituent un acte criminel, contrairement aux premieres propositions du ministre des Affaires Etrangères qui voulait considérer comme tels toutes les attaques terroristes contre la population civile, et par conséquent les attaques aériennes contre les villes.
La loi du lynch constituerait le réglement.
Il n'était par contre pas question d'un jugement par tribunal ou de la remise aux mains de la police.

2.) L'Adjoint du Chef d'Etat-Major de l'armée a dit ce qui suit :

a- Il importe en premier lieu, comme suite à la proclamation politique du Ministre du Reich, Dr. Goebbels et des articles de presse parus dans le même sens, de publier maintenant un cas précis de ce genre avec nom et unité de l'aviateur, lieu de l'action et d'autres renseignements, pour montrer à la propagande ennemie incrédule les intentions allemandes sérieuses, et surtout pour arriver à intimider et à faire hésiter l'adversaire devant d'autres assassinats de notre population civile. D'où la question, si un tel cas est aux mains du SD (service de sureté) pour pouvoir le publier avec les précisions nécessaires.

L'Obergruppenführer Kaltenbrunner à répondu négativement aux deux questions.

b- Indication de l'Adjoint du Chef d'Etat major d'armée, qu'à coté de la justice rendue par lynchage, il fallait distinguer les aviateurs ennemis-suspects d'actions criminelles de ce genre, et préparer leur admission dans le camp d'aviateurs d'Oberursel, et si les soupçons se précisent les livrer pour traitement spécial aux mains du SD.
Pour cela l'Etat-major d'opération de la Wehrmacht se serait mis en rapport avec le OKL pour fixer les directives qui devraient être suivies dans ces cas par le Chef du camp d'Oberrusel.

L'Obergruppenführer Kaltenbrunner se déclare d'accord sur ce point et ainsi que pour le transfert des cas spéciaux pour le SD.

c. Au sujet de la publication, il est décidé que jusqu'à nouvel ordre, l'accord entre le Lieutenant Commandant l'Etat major de l'Armée de l'air et le Reichsführer SS devra se faire pour fixer la forme de la publication.

La participation du Ministère des Affaires Etrangères sera assurée par l'Etat Major de la Wehrmacht.

3.) Dans une conférence avec le Colonel v. Brauchitsch (Ob.d.L.) du 6/6 il a été décidé que les actions suivantes seront considérées comme terroristes et justifieront le lynchage.

a. attaques avec des armes de bord contre la population civile, ainsi que contre des personnes isolées et contre des rassemblements de civils-

b. coups de feu contre des aviateurs allemands sautant en parachute de leur avion descendu-

c. attaques avec armes de bord contre des trains de voyageurs, de transports publics.

d. attaques avec des armes de bord contre des hopitaux et trains hopitaux munis visiblement d'une croix rouge.

Ces faits sous paragraphe 3 devront être communiqués au chef du camp d'arrivée pour aviateurs à Oberursel. Si de tels agissements se précisent au cours d'interrogatoire, les prisonniers devront être remis au SD. Le Colonel v.Brauchitsch a conclu qu'une nouvelle conférence sur ce point devra être faite auprès du Reichsmarschal.

Remarques du Chef de l'OKW au sujet de la notice de conférence du 6/6/44 N° 771793/44 " Quand on donne à un peuple la liberté de lynchage, on peut difficilement établir un réglement ". K

Le Directeur ministériel Berndt est descendu de voiture sur la route et a fusillé des aviateurs ennemis descendus. K

Je suis contre des procédures juridiques, cela n'aboutit à rien.

Signé K.

Remarques du Chef V FSt.

au Par.3 " Cette conférence n'est pas suffisante, il faut préciser exactement avec le service des affaires étrangères, les points suivants :

1. Que considérons-nous comme assassinat ?
   Le Gouvernement est-il d'accord avec le point 3b ?

2. Comment la procédure devra-t-elle être conduite?
   A-par le peuple ?
   B-par des services ?

3. Comment sera assuré qu'on n'agira pas de la même manière contre tous les aviateurs ennemis

4. Doit-on faire aussi une procédure juridique ou non ?

signé J."

3/112

H4940 – 0007

H4940 - 0008

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL
DES GRANDS CRIMINELS DE GUERRE

Délégation française au
Ministère Public

Document n° : RF 1452

Document 735-PS

Rapport de l'Etat-Major
d'opérations de l'O.K.W.
du 6 juin 1944

H4940-0008A

RF - 1452

OFFICE OF U.S. CHIEF OF COUNSEL
FOR THE PROSECUTION OF AXIS CRIMINALITY

Doc. No. 735 PS Date 22 September 1945

1452

STAFF EVIDENCE ANALYSIS

DESCRIPTION OF ATTACHED DOCUMENT (Under following headings).

Title and Nature: Warlimont's Top Secret report on conferences with SS and Air Force Officers on the lynching of certain allied fliers.

Date: 6 June 44 Original (X) Copy ( ) Language: German

LOCATION OF ORIGINAL (also WITNESS if applicable) as of 22 September 1945: OCC Files Nurnberg.

SOURCE OF ORIGINAL: From File BDC OKW 1627.

PERSONS IMPLICATED: HITLER, Adolf; KEITEL, Wilhelm; JODL, Alfred; WARLIMONT, Walter; GOERING, Hermann; HIMMLER, Heinrich; RIBBENTROP, Joachim v; KALTENBRUNNER, Ernst.

REFERENCES TO INDEX HEADINGS (Key to Par. nos. of Summary below):

ATROCITIES: against military personnel: US and other--CIVIL LIBERTIES AND OTHER RIGHTS: Criminal Law and Procedure, Changes in--POLICE: SD--REICH GOVERNMENT AGENCIES: Foreign Office: Department of Justice--GENEVA CONVENTION, BREACH OF--WEHRMACHT: OKW: Air Force:

NECESSARY PROCESSING TO PUT IN EVIDENTIARY FORM; LEADS: Document 731 PS, 736 PS, Co. v. Brauchitsch.

SUMMARY OF RELEVANT POINTS (with page references):

1. Par. 1 & 2) are identical with Warlimont's report of June 6 1944 on the conference with Kaltenbrunner on lynching of allied fliers. (Document 736 PS).
2. Par. 3.) In a conference with Col Brauchitsch of the OKL, an agreement was reached on the actions which were to be treated as crimes justifying lynching:
   (a) Strafing of civilians, single or in groups.
   (b) Firing on German air crews descending with parachutes.
   (c) Strafing of regular passenger trains.
   (d) Strafing of military and civilian hospitals and hospital trains if marked by the Geneva Cross.

   These types of actions were to be transmitted to the CO of the Air Force Interrogation Center Oberursel. In case the prisoners were found guilty of that a further report by him to Goering was not necessary.
3. Jodl added pencilled remarks (transcribed on attached sheet) stating that he considers the conference with the Air Force insufficient. A more detailed agreement, also with the Foreign Office, is necessary on the types of crimes, the procedure, safe-guarding other fliers from lynching, and whether there should be court trials.

Doc.No. 735-PS

H4940 - 0009

H4940 - 0010

4. Keitel's remarks in purple pencil (transcribed on same sheet as Jodl's notes) "Lynching is difficult to regulate"-"Min. Dir. Berndt got off and shot the enemy flyer"-"I am opposed to court trials, they don't work out".
5. A number of initials on top of first page including Keitel's (dated 7 June) and Warlimont's (dated 12 June).

Analyst: Hartman
VEH

H4940 - 0011

TRANSLATION OF DOCUMENT 735-PS
OFFICE OF U S CHIEF OF COUNSEL

Illegible pencil note at top.

S. O. only
access only through officer

Deputy Chief of the Armed Forces Ops Staff
No. 771793/44 Most Secret, S. O. only

Führer Headquarters
6.6.1944
Most Secret

3 Copies
1st Copy

Subject: Treatment of enemy terror aviators

Minutes of a meeting

1). Obergruppenführer Kaltenbrunner informed the deputy Chief of WFSt in Klessheim on the afternoon of 6.6, that a conference on this question had been held shortly before between the Reich Marshall, the Reich Foreign Minister and the Reichsführer SS. Contrary to the original suggestion made by the Reich Foreign Minister who wished to include every type of terror attack on the German civilian population, that is, also bombing attacks on cities, it was agreed in the above conference that merely those attacks carried out with A/C armament, aimed directly at the civilian population and their property, should be taken as the standard for the evidence of a criminal action in this sense. Lynch law would have to be the rule. On the contrary, there has been no question of court martial sentence or handing over to the police.

2). Deputy Chief of WFSt stated the following:

a). First and foremost, following the lines of the generally distributed declaration made by Reich Minister Dr. Goebbels and numerous press notices written in the same vein, it is essential to announce any definitely established incident of this kind giving the names and units of the aviators, the place the incident occurred and any other relevant facts. The purpose of this would be to make clear the serious intentions of the Germans in the face of disbelieving enemy propaganda and especially to discourage effectively any further murderous action against our civilian population. Therefore the question is whether the SD knows of such a case or whether the necessary proof is available from which to construct a case like this with the required statements.

Obergruppenführer Kaltenbrunner replied to both in the negative.

b). Deputy Chief of the WFSt mentioned that, apart from Lynch law, a procedure must be worked out for segregating those enemy aviators, who are suspected of criminal action of this kind, until they are received into the Reception Camp for aviators at Oberursel; if the suspicion was confirmed, they would be handed over to the SD for special treatment.

For this purpose the WFSt would cooperate with the Supreme Command of the Air Force to set out the necessary regulations for the use of the head of the camp at Oberursel.

Obergruppenführer Kaltenbrunner expressed his complete agreement with this view and that the SD take charge of those aviators segregated.

c). On the question of making announcements, it is settled that, for the present, agreement should be reached in every case between OKW/WFSt, OKL, and the Reichsführer SS to decide the form that the announcement should take.

H4940 - 0012

The participation of the Foreign office is to be assured by the WFSt.

3). At a conference with Colonel von Brauchitsch (C-in-C Air Force) on 6.6, it was settled that the following actions were to be regarded as terror-action, justifying Lynch law.

a). Low level attacks with aircraft armament on the civilian population, single persons as well as crowds.

b). Shooting on our own (German) air crews in the air who have baled out.

c). Attacks with air craft armament on passenger trains in the public service.

d). Attacks with aircraft armament on military hospitals, hospitals and hospital-trains which are clearly marked with the Red Cross.

The head of the Reception camp for aviators at Oberursel will be informed of these facts given in Section 3 above. If the facts of any case of this kind are established on examination, the prisoners are to be handed over to the SD. Colonel von Brauchitsch declared, at the end, that another report to the Reich Marshall on this subject would be superfluous.

sgd. Warlimont

Distribution:

Chief OKW via Chief WFSt	1st Copy
Deputy Chief WFSt/Ktb.	2nd Copy
Qu (rough copy)	3rd Copy

H4940 - 0013

Remarks by the Chief of OKW on the agenda dated 6.6.44 No. 771793/44

Most Secret S. O. only.

"If one allows the people to carry out lynch law, it is difficult to enforce rules!

K

Min. Dir. Berndt got out and then shot the enemy aviators on the road.

I am agains legal procedure! It doesn't work out!

sgd. K. " (Keitel)

Remarks by Chief of WFSt:

"To 3. This conference is insufficient. The following points must be decided quite definitely in conjunction with the Foreign Office:

1). What do we consider as murder?
Is RR in agreement with point 3b?

arginal
te) A. A. ?
oreign
Office)

2). How should the procedure be carried out?

a). by the people?
b). by the authorities?

3). How can we guarantee that the procedure be not also carried out against other enemy aviators?

4). Should some legal procedure be arranged or not?

sgd. J. " (Jodl)

- - - - - - -

CERTIFICATE OF TRANSLATION
OF DOCUMENT NO 735-PS

5 November 1945

I, ESME SHERRIFF, 2/O, W.R.N.S., 36482, hereby certify that I am thoroughly conversant with the English and German languages; and that the above is a true and correct translation of Document 735-PS.

ESME SHERRIFF
2/O, W.R.N.S.
36482

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE
MINISTÈRE PUBLIC
DÉLÉGATION FRANÇAISE

H-4940

DOC. R.F. N° 1452

vide GPo 151

DOC. R.F. N° 1452

5

H4940 - 0014